



# L'ÉVÉNEMENT

## À la fac et au lycée, « les professionnels du blocage » peinent à mobiliser

CAROLINE BEYER @BeyerCaroline

« LA JEUNESSE s'est aussi largement mobilisée », se réjouissait le 23 mars l'intersyndicale, au soir de la 9<sup>e</sup> journée de mobilisation contre la réforme des retraites. Ce jour-là, avant même le départ du cortège parisien, Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT, soulignait la présence de « beaucoup de lycéens, d'étudiants ». Alors que l'utilisation du 49.3 a attisé la colère, les événements de ce week-end, à Sainte-Soline (Deux-Sèvres), ont ravivé la dénonciation des violences policières. Un cocktail qui pourrait donner lieu à une importante présence de jeunes dans les rangs des manifestants ce mardi. C'est ce qu'anticipe le renseignement territorial qui, dans une note consultée par BFMTV, juge que leur participation, estimée à 30 000 personnes le 23 mars, pourrait tripler.

« Les lycéens ont été victimes d'une répression honteuse qui montre une fois de plus que le gouvernement a peur que les jeunes descendent massivement dans la rue. Il est de notre devoir de concrétiser cette peur », posait, en fin de semaine, l'intersyndicale lycéenne (MNL, Fidl, La Voix lycéenne), appelant à des blocus reconductibles. Ce lundi, à la veille de la nouvelle mobilisation, le ministère de l'Éducation recensait 13 incidents (contre 38 le 24 mars), dont 7 blocages seulement, sur l'ensemble de la France. Au lycée Victor-Duruy, dans le très chic 7<sup>e</sup> arrondissement parisien, le blocage « filtrant » - laissant passer les collégiens, les lycéens de première passant un bac blanc et les élèves de prépas - a été levé à 11 h 30, dans le calme. « Ils ont même ramassé une partie des poubelles », explique le proviseur, Philippe Tournier, qui a vécu des « blocages beaucoup plus ve-

nimeux ». « Dans l'affaire Leonarda, les lycées et les universités avaient pris feu en un jour. Aujourd'hui, ils se sentent peu concernés par le sujet. C'est davantage le 49.3 qui les mobilise. »

Du côté des universités, les syndicats les plus marqués à gauche (l'Alternative et l'Unef) veulent croire à « un point de bascule » et « une grande déferlante de la jeunesse ». « Nous constatons une mobilisation dans des établissements qui ne se mobilisent pas forcément, comme Assas, Dauphine ou l'université de Cergy », affirme Adrien Liénard, trésorier de l'Unef. Une mobilisation liée au « mépris du gouvernement vis-à-vis de la jeunesse », ajoute cet étudiant en droit social qui cite « Parcoursup, outil de sélection », « la réforme des bourses qui devait être annoncée en ce mois de mars » ou encore « la répression policière qui explose ».

### « Pas de porte-parole »

Si l'Unef a compté près de 75 établissements bloqués ou occupés le 23 mars, l'UNI, syndicat marqué à droite, dénonce des « chiffres gonflés ». « Grenoble, Lyon II, Rennes II, Montpellier III, Tolbiac... Il s'agit des facs habituellement bloquées, où les professionnels du blocage sont à l'œuvre. Avec beaucoup de membres de la CGT qui accompagnent les bloqueurs », résume Remy Perrad, délégué national de l'UNI. C'est dans ces facs que la situation risque d'empirer. L'extrême gauche tente de s'emparer de la jeunesse », ajoute-t-il, évoquant le député LFI Louis Boyard, qui a lancé début mars sur TikTok un challenge appelant les lycéens et étudiants à bloquer leurs établissements.

« Il s'agit davantage d'une mobilisation des jeunes que des étudiants et

des lycéens, estime un conseiller de l'exécutif. Dans les facs, on n'a pas le sentiment que la situation s'envenime. » Mais sur le terrain, pas toujours facile pour les responsables d'établissement de négocier avec des bloqueurs souvent peu nombreux. « D'autant que dans ces mouvements "basistes", il n'y a pas de porte-parole, rapporte Pierre Mathiot, directeur de Sciences Po Lille, qui connaît des blocages successifs depuis plus de trois semaines. Aujourd'hui, si je fais un sondage auprès de mes étudiants, je suis sûr que 90 % sont opposés à la réforme des retraites. Le 49.3 et le discours de Macron ont suscité, a minima, une sympathie pour le mouvement. Les tensions sont montées d'un cran. » Au point que le directeur a décidé, en ce début de semaine, de passer les cours en distanciel, « pour assurer la sécurité des biens et des personnes ». Son établissement est situé à proximité du lieu de dissolution des manifestations, propice aux débordements. ■





ERIC BRONCARD/HANS LUCAS VIA AFP

Des étudiants manifestent contre le gouvernement, jeudi, à Paris.

